

Déclaration des élus français et européens,
Bruxelles le 21.03.2018

Ensemble, partout en Europe luttons pour un véritable service public de l'énergie et des ressources hydrauliques !

Mardi 13 mars 2018, plus de 70 % des hydrauliciens français étaient en grève contre la volonté du gouvernement Macron de faire rentrer dans le secteur marchand et spéculatif l'hydroélectricité.

Récemment le Conseil d'État a enfoncé le clou en considérant les « Biens de reprise » au même titre que les « Biens de retour ». Ces biens ne feront donc plus l'objet d'une valorisation au concessionnaire sortant, ce qui revient à offrir gracieusement les nombreux investissements réalisés par des opérateurs historiques (EDF - SHEM - CNR), avec l'argent des usagers, aux faiseurs de profits.

Ces décisions font suite à la mise en demeure de l'état Français par la Direction Générale à la concurrence de la Commission Européenne qui dénonce une position dominante de l'entreprise EDF sur les marchés français amont et aval de l'électricité. Or, si l'énergie est régie par le droit communautaire, l'eau et sa gestion reste une compétence exclusive des États Membres.

Dans un pays où 12 millions de personnes sont soumis à la pauvreté ou à la précarité énergétique, comment peut-on croire que l'ouverture à la concurrence permettra de garantir les missions de services publics et d'intérêt général ? Comment mettre en œuvre la transition écologique tout en bradant au privé un des secteurs clé de l'économie ?

On l'a vu en Europe : partout où les ressources en eaux ont été privatisées, ce sont les usagers qui en ont payé les conséquences. Ce sont des pans entiers de l'économie qui ont été laissés aux mains de multinationales aux dépens des services publics de qualité et accessibles à tous.

Pour cela:

- nous apportons tout notre soutien aux salariés qui en France et dans d'autres pays luttent contre la libéralisation du secteur hydraulique,
- nous condamnons la mise en demeure de la France par la Commission et demandons que le secteur hydraulique soit déclaré service d'intérêt général et ainsi soumis à des obligations spécifiques de service public,
- nous déclarons que la gestion de l'eau, de l'électricité et de l'énergie en général doivent être considérés comme des secteurs stratégiques de l'économie et qu'ils doivent donc être soutenus et préservés de toute prédation spéculative,
- nous soulignons qu'une véritable transition écologique et la réponse aux besoins des populations en matière d'eau, d'électricité et d'énergie ne pourra se faire qu'avec un pôle public de l'énergie et des ressources hydrauliques,
- nous soutenons donc une renationalisation de l'ensemble du secteur, le renforcement de sa maîtrise publique, la mise en place d'une gestion associant l'État, les collectivités locales, les usagers et les travailleurs du secteur.

L'eau, l'électricité et l'énergie sont des ressources vitales, elles doivent donc être extraites du secteur marchand et spéculatif, mises au service des populations et des territoires pour un développement mutuel.

Signataires :

Marie-Pierre Vieu Députée européenne PCF-Front de Gauche
Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, sénateur
Eliane ASSASSI, Sénatrice, Présidente du groupe CRCE au Sénat
Patrick Le Hyaric Député européen PCF-Front de Gauche
Celine Brulin, responsable à l'énergie au PCF, conseillère régionale de Normandie
Gabi Zimmer, Die Linke, Allemagne, présidente du groupe GUE-NGL au Parlement Européen
Martin Schirdewan, Député européen, Die Linke, Allemagne
Joao Ferreira, Député européen, PCP, Portugal
Joao Pimenta Lopes, Député européen, PCP, Portugal
Miguel Viegas, Député européen, PCP, Portugal
Marisa Matias, Députée européenne Bloco De Esquerda, Portugal
Barbara Spinelli, Députée européenne indépendante, Italie
Eleonora Forenza, Députée européenne, Altra Europa con Tsipras, Italie
Marina Albiol Guzman, Députée européenne Izquierda Unida, Espagne
Paloma Lopez Bermejo, Députée européenne Izquierda Unida, Espagne
Javier Couso Permuy, Député européen, Izquierda Unida, Espagne
Xabier Benito Ziluaga, Député européen, Podemos, Espagne
Lola Sanchez Caldentey, Députée européenne, Podemos, Espagne
Miguel Urban Crespo, Député européen, Podemos, Espagne
Estefanía Torres Martinez, Députée européenne, Podemos, Espagne
Tania Gonzalez Peñas, Députée européenne, Podemos, Espagne
Neoklis Sylikiotis, Député Européen, AKEL, Chypre
Takis Hadjigeorgiou, Député Européen, AKEL, Chypre
Marco Van Hees, Député Fédéral Parti du Travail de Belgique
Nikos Chountis, Député Européen, Unité Populaire, Grèce
Martina Anderson, Députée européenne, Sinn Féin, Irlande
Lynn Boylan, Députée européenne, Sinn Féin, Irlande
Matt Carthy, Député Européen, Sinn Féin, Irlande
Liadh Ní Riada, Députée européenne, Sinn Féin, Irlande